

Communiqué de presse

Levallois-Perret, le 2 février 2017

Le CCE d'EDF refuse une nouvelle casse de l'emploi

Les élus du CCE EDF SA, réunis en séance le 2 février 2017 ont pris connaissance des orientations stratégiques d'EDF sur la période 2017-2019 comme de leurs conséquences sur l'emploi.

Ils considèrent que la situation du marché de l'électricité, avec des prix de marché durablement bas, ne sont pas à même de permettre à EDF d'assurer correctement ses missions et de financer les investissements nécessaires pour la décennie à venir.

Si les élus considèrent que la situation à court terme n'est pas compromise, c'est à la condition que les différents engagements pris par l'Etat soient tenus, notamment le versement des dividendes en actions ainsi que l'augmentation du capital d'EDF.

A moyen terme, les élus estiment qu'une nouvelle régulation du secteur de l'électricité est indispensable pour mettre fin à la spirale négative dans laquelle sont engagées les différentes entreprises du secteur.

Tout au long de l'année 2016, le CCE EDF SA a interpellé le public autour de la situation économique, industrielle et sociale d'EDF notamment en ce qui concerne la fermeture anticipée de Fessenheim, la privatisation des concessions hydrauliques, le droit d'alerte relatif à la situation économique, la fermeture des centrales fioul. Sur tous ces points, les élus déplorent l'absence d'évolution notable à ce jour.

S'agissant de l'emploi, les élus sont préoccupés par les suppressions massives et aveugles de postes, ne permettant plus d'assurer un service rendu de qualité. La trajectoire des effectifs sur la période 2016-2019 s'aggrave de 2 000 emplois par rapport à ce qui était annoncé début 2016, correspondant à une suppression de 7 000 postes au total.

L'adéquation de l'emploi avec les enjeux des différents métiers ainsi que la charge de travail croissante sont, malgré les questions répétées des élus, les grands absents des débats.

Par ces suppressions d'emplois, EDF s'aligne sur les entreprises du CAC 40, qui considèrent que l'emploi est la variable d'ajustement du capital.

Ces renoncements sur la stratégie industrielle, sur les missions de service public, sur l'emploi préoccupent fortement les élus ainsi que l'ensemble des salariés. Face à un environnement dégradé, il paraît indispensable de restaurer la confiance par un projet industriel et social ambitieux, largement partagé avec le personnel.

Les élus du CCE EDF SA, représentant les organisations syndicales CGT, CFE-CGC, CFDT, FO, face au refus de la direction de fournir des réponses précises aux questions posées, refusent d'émettre un avis sur les orientations stratégiques 2017-2019 et leurs conséquences sur l'activité, l'emploi, la gestion des compétences, la sous-traitance et la formation. Ils ont décidé de quitter la séance.



Les élus du CCE EDF SA appellent les salariés de l'Entreprise à continuer leurs actions revendicatives menées à un niveau important depuis quelques mois dans tout le pays et notamment cette semaine.

Ils appellent les élus de la Nation à se saisir de la question cruciale de l'avenir d'EDF afin que les intérêts du pays et de nos concitoyens soient enfin pris en compte et de préserver le Service Public de l'électricité confié à EDF depuis plus de 70 ans.

Contact presse

Serge VIDAL - 06 66 62 15 35
Président de la Commission Economique

www.cceedfsa.fr

cce-edf-sa@edf.fr

Fax +33 1 82 24 88 99

Tel.+ 33 1 82 24 85 25

